



Publicité

[» ARGENT](#) » [ENTREPRISES](#)

# Près de 100 M\$ aux grands cabinets-conseils: «Nous devons sortir de ce cercle vicieux»

Un syndicat trouve «insultant» que l'on fasse appel à ces firmes privées en sous-traitance





**Près de 100 M\$ en contrats ont été octroyés aux grands cabinets-conseils, aussi appelé les «Big Four» (Deloitte, PwC, EY, KPMG) et à McKinsey en l'espace d'à peine cinq ans par la Caisse et une poignée de sociétés d'État, a constaté *Le Journal*, ce que trouve «insultant» les syndiqués de l'État.**

«Nous devons sortir de ce cercle vicieux qui coûte toujours plus cher aux contribuables et où le manque de personnel entraîne l'affaiblissement de l'expertise interne de l'État qui devient ensuite de plus en plus dépendant face aux ressources externes», a dénoncé au *Journal* le président général du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), Christian Daigle.

«Le réflexe des organismes gouvernementaux et des personnes élues de se tourner vers des firmes et la sous-traitance est insultant pour le personnel compétent et expérimenté de la fonction publique», a-t-il ajouté.

D'après François Dauphin, PDG de l'Institut sur la gouvernance (IGOPP), ces grands cabinets ont au contraire une compétence de calibre mondiale, qui peut s'avérer précieuse dans les organisations gouvernementales.

«Elles ont accès à un réseau mondial d'expertise. Il peut y avoir des avantages assez importants de faire



« Dans certains pays, on se questionne sur leurs pratiques », a-t-il cependant souligné.

<b>LA PLUS GROSSE PART DU GÂTEAU À KPMG</b>	
<b>KPMG</b>	36 M\$
<b>EY</b>	19 M\$
<b>Deloitte</b>	15 M\$
<b>McKinsey</b>	15 M\$
<b>PwC</b>	14 M\$
<b>TOTAL*</b>	<b>99 M\$</b>

\* MONTANTS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES  
SOURCE : RÉPONSES À DES DEMANDES D'ACCÈS AUPRÈS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC (IQ), DE LOTO-QUÉBEC, DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF (MCE), DE REVENU QUÉBEC ET DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (CDPQ)

## Plus de 52 M\$ à la Caisse

À la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), c'est plus de 52 M\$ de contrats qui sont allés à ces grands cabinets, selon une réponse d'une demande d'accès (DA).

«La CDPQ refuse de communiquer l'objet spécifique du travail de chacune des DA, car il contient des renseignements confidentiels ayant des incidences sur



Au ministère du Conseil exécutif (MCE) du premier ministre François Legault, c'est plus de 24 M\$ qui sont allés à ces géants du service-conseil, dont près de 14 M\$ à KPMG pour des études économiques sur l'internet haute vitesse.

### LES VANNES GRANDES OUVERTES À LA CAISSE, CHEZ INVESTISSEMENT QUÉBEC ET AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

	IQ	LOTO- QUÉBEC	MCE	REVENU QUÉBEC	CDPQ
Deloitte	3,5 M\$	1,9 M\$	0\$	4 M\$	5,7 M\$
EY	2,3 M\$	391 912\$	24 500\$	605 270\$	15,8M\$
KPMG	3,5 M\$	2,8 M\$	22 M\$	203 250\$	7,6 M\$
PwC	2,8 M\$	0\$	0\$	0\$	10,8 M\$
McKinsey	495 000\$	240 000\$	1,7 M\$	0\$	12,4 M\$
<b>TOTAL*</b>	<b>13 M\$</b>	<b>5 M\$</b>	<b>24 M\$</b>	<b>5M\$</b>	<b>52 M\$</b>

#### *\*Montants pour les cinq dernières années*

*Source : réponses à des demandes d'accès auprès d'Investissement Québec(IQ) , de Loto-Québec, du ministère du Conseil exécutif (MCE), de Revenu Québec et de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)*

**Pluie de millions \$**



financiers, des revues diligentes, de l'accompagnement technologique et des services d'évaluation de ventes de filiales.

Revenu Québec a acheté pour 5 M\$ de contrats à ces grandes firmes, notamment pour trois contrats de Deloitte d'une valeur de 3,7 M\$, l'an dernier, pour une solution de gestion et d'administration des identités.

Pour sa part, Loto-Québec a octroyé également pour plus de 5 M\$ à ces grandes firmes.

«Les contrats accordés visaient entre autres la vérification des tirages, des mandats d'audit (dont la vérification des états financiers) et des examens du programme de conformité requis par la loi, d'études de marché ainsi que d'accompagnement de nature technologique», conclut François Racine, responsable de l'accès à l'information.